



NATIONS UNIES
DJIBOUTI



NATIONS UNIES À

DJIBOUTI

RAPPORT ANNUEL 2025





NATIONS UNIES À

DJIBOUTI

RAPPORT ANNUEL 2025



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	6
STATISTIQUES DU PAYS	8
ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI	10
PARTENAIRES PRINCIPAUX AU DÉVELOPPEMENT	11
I. DJIBOUTI EN 2025, SUR LA VOIE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	12
II. RÉSULTATS MAJEURS SUR LA BONNE GOUVERNANCE ET LA PAIX	14
III. RÉSULTATS MAJEURS SUR LE RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN	22
IV. RÉSULTATS MAJEURS SUR LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE ET RÉSILIENCE	30
V. APERÇU FINANCIER	44
ACRONYMES	46

Malak Abdoulakder,
l'une des jeunes lauréates du
concours d'art « Mon Djibouti
de Demain », organisé à
l'occasion de la Journée
internationale de la jeunesse
2025, réimagine une des
places centrales de Djibouti-
ville dans un futur plus
moderne, plus écologique et
plus inclusif.

Son oeuvre met en scène
des infrastructures alimentées
par l'énergie solaire et des
messages sur l'environnement
et l'égalité des sexes, qui
côtoient les symboles culturels
et traditionnels du pays,
dessinant une vision d'un
Djibouti de demain durable et
ancré dans son identité.





AVANT - PROPOS

L'année 2025 a marqué le 80^e anniversaire des Nations Unies. Cet anniversaire symbolique s'est toutefois déroulé dans un contexte mondial difficile, marqué par une réduction soudaine du financement du développement durable et par un recul de la coopération entre États membres. L'affaiblissement du multilatéralisme a ainsi mis à l'épreuve l'action collective et coordonnée qui constitue le fondement même des Nations Unies.

Ces contraintes financières ont également affecté la présence et l'action des Nations Unies à Djibouti. Plusieurs programmes de soutien ont dû être redimensionnés, voire arrêtés. Malgré ces difficultés, les Nations Unies sont restées fidèles à leur mission. Comme l'a rappelé Tom Fletcher, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence : « Les Nations Unies n'ont pas été créées pour des temps faciles. Nous sommes là pour durer. »

Animées par cet esprit, les équipes des Nations Unies, que j'admire sincèrement, ont poursuivi leur engagement aux côtés du Gouvernement de Djibouti et des acteurs du développement, afin de maintenir le cap vers la réalisation des Objectifs de développement durable, à cinq ans de l'échéance de 2030.

Le présent rapport rend compte des actions collectives menées en 2025, fruits d'un partenariat solide et d'une vision partagée pour le développement durable du pays.

Cette vision s'est notamment traduite par l'élaboration du nouveau Plan national de développement, document stratégique essentiel pour l'avenir du pays à l'horizon 2030. Les Nations Unies ont travaillé avec le Ministère de l'économie et des finances pour appuyer ce processus, à travers des échanges d'expériences avec le Royaume du Maroc, la mobilisation de consultants internationaux et une participation active aux consultations nationales. Il en résulte un plan clair, ambitieux et structuré, doté d'indicateurs mesurables et d'actions concrètes. Les Nations Unies demeurent engagées à soutenir sa mise en œuvre.

Cette ambition nationale s'inscrit aussi dans une réflexion plus large sur le financement du développement. Djibouti a participé à la Conférence sur le financement du développement, tenue à Séville, qui a permis d'examiner des mécanismes complémentaires à l'aide publique au développement. Les échanges ont porté sur l'accès à des financements à des conditions équitables, la renégociation de la dette, la réduction des flux financiers illicites et la mobilisation des ressources nationales, ouvrant de nouvelles perspectives pour

les pays en développement.

Dans le prolongement de ces efforts pour bâtir une économie plus résiliente, la première Conférence nationale sur l'énergie solaire s'est tenue au dernier trimestre 2025, organisée par le Ministère de l'énergie avec le soutien des Nations Unies. Elle a mis en lumière le dynamisme du secteur solaire et les initiatives d'entreprises djiboutiennes engagées dans l'installation de panneaux solaires pour les ménages et les petits commerces. Ces solutions contribuent à réduire les factures énergétiques, à valoriser une ressource naturelle abondante et à favoriser la diversification de l'économie ainsi que la création d'emplois. La rencontre a également permis de découvrir de jeunes ingénieurs formés à l'Université de Djibouti et les premiers panneaux solaires « Made in Djibouti ».

La résilience du pays se joue aussi dans sa capacité à répondre aux mobilités humaines et à protéger les personnes les plus vulnérables. Tout au long de l'année, la migration à destination de, et en transit par, Djibouti s'est poursuivie à des niveaux comparables aux années précédentes. La migration des jeunes à la recherche de meilleures opportunités représente une richesse potentielle pour les pays d'origine et d'accueil, mais constitue aussi un défi lorsque les flux sont importants. En partenariat avec le Gouvernement,

les Nations Unies ont œuvré pour la protection des droits des migrants et le soutien aux communautés hôtes, notamment à travers les programmes de retour volontaire.

Compte tenu de sa position géostratégique et de son rôle central dans la sécurité maritime, Djibouti continue également de s'affirmer comme un hub régional. Les Nations Unies ont poursuivi leurs actions de renforcement des capacités dans ce domaine, au bénéfice de Djibouti et des pays de la Corne de l'Afrique.

En matière de droits des femmes, 2025 a été marquée par des avancées majeures. Les Nations Unies saluent l'inscription dans la Constitution de l'interdiction des mutilations génitales féminines ainsi que le renforcement de la protection des droits des femmes. Ces progrès s'accompagnent d'actions concrètes, notamment avec la mise en place, pour la première fois, d'un guichet unique pour les femmes victimes de violences, en partenariat avec le Ministère de la santé, la police et la gendarmerie. Ce dispositif permet aux victimes d'accéder, en un même lieu, à une assistance médicale, psychosociale et juridique, et reflète l'engagement du pays et de ses partenaires contre les violences basées sur le genre.

Sur la scène internationale, le Président de la République, Son Excellence Ismail Omar Guelleh, a pris part à la 80^e Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2025 à New York, où il a échangé avec le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres. Djibouti a, une fois encore, réaffirmé son attachement au multilatéralisme et à la recherche de solutions fondées sur le dialogue et la coopération internationale.

Je tiens enfin à exprimer ma profonde gratitude aux bailleurs de fonds qui soutiennent les programmes des Nations Unies à Djibouti, à travers les entités, les fonds communs ou les mécanismes conjoints. Malgré la diminution des ressources financières observée en 2025, la majorité des partenaires ont maintenu leur engagement politique, technique et financier. Leur confiance demeure essentielle pour continuer à accompagner Djibouti sur la voie du développement durable.

Jose Luis Barahona
Coordonnateur résident des Nations Unies
à Djibouti



STATISTIQUES DE DJIBOUTI

ESPÉRANCE DE VIE ET PAUVRETÉ

Population totale en 2024 : 1 066 809

Age médian de la pop. : 23 ans



Espérance de vie : 67,25 ans



71,11 ans



64,04 ans



Environ 162 femmes décèdent des suites de complications liées à la grossesse pour 100 000 naissances vivantes



Environ 27 nouveau-nés décèdent au cours des 28 premiers jours de vie pour 1 000 naissances vivantes



20,5 % de la population vit en pauvreté extrême

Sources : INSTAD (2025), RGPH-3 (2024)

WHO, World Health Statistics (2026)

ACCÈS AUX SERVICES



41,8% de la population n'a pas accès à une source d'énergie fiable



13,9% utilise des panneaux solaires



36,5% des ménages ont accès à l'eau courante via un branchement intérieur de l'ONEAD



52,5% de la population se débarrasse des eaux usées dans la nature

Source : INSTAD (2025)

MUTILATION GÉNITALE FÉMININE



21,2 % des jeunes filles de la génération 2009-2019 ont subi une MGF comparé à 94,3 % des femmes nées avant 1994

Source : Enquête nationale sur les MGF (2019)

CHÔMAGE



37,9% de la population active est au chômage au sens du BIT



44,9%



33,2%



69,1% des jeunes âgés de 15-24 ans sont au chômage au sens du BIT

Source : INSTAD (2025), RGPH-3 (2024)

ÉDUCATION



53,3% des jeunes de 15 à 24 ans sont alphabétisés

contre 41,1% des plus de 15 ans au niveau national

Source : INSTAD (2025), RGPH-3 (2024)

INSÉCURITE ALIMENTAIRE



194 000 personnes (17% de la population) sont en insécurité alimentaire aigüe en mai-juin 2025



34 430 enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition aigüe globale



2 060 femmes enceintes ou allaitantes touchées par la malnutrition aigüe

Source : Analyse insécurité alimentaire IPC Djibouti (juin 2025)

FEMMES EN POLITIQUE



26% de femmes parmi les députés qui siègent au Parlement

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS



En 2024, le flux d'Investissements directs étrangers représentait 6,8% de la formation brute de capital

Source : CNUCED, World Investment Report 2025

ACCÈS AU DIGITAL



65% de la population utilise internet

Source : UIT (2025)

MIGRATION



522 587 mouvements migratoires ont été observés à Djibouti en 2025 soit +20% par rapport à 2024.



27%



67%



6%



+29% migrants de retour du Yémen par rapport à 2024



173 migrants portés disparus dont 140 décès



78%



14%



8%



10 172 migrants ont arrêté temporairement leur voyage à Djibouti



15%



57%



28%



24 472 réfugiés*



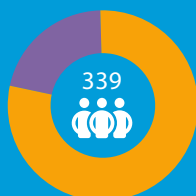
8 873 demandeurs d'asile*

Source : OIM (2025), HCR (*mise à jour mai 2025)

PRÉSENCE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL DANS LE PAYS



L'ensemble du personnel de l'ONU soutient le gouvernement et le peuple de la République de Djibouti dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) afin de s'assurer que personne n'est laissé pour compte à travers ce territoire avenant et pacifique de la Corne de l'Afrique.



79% nationaux

21% internationaux

dont 32 VNU
(Volontaires des Nations Unies)

COMPOSITION DE L'ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI

L'Equipe-pays des Nations unies à Djibouti (UNCT) est composée de 24 entités signataires du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (CCNUDD) 2025-2030.

L'UNCT est menée par le Coordonnateur résident qui assure la coordination générale des entités opérant dans le pays, avec l'appui de son bureau, et rend compte au Secrétaire général des Nations unies.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé



ONUDC
Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime



PARTENAIRES PRINCIPAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT



Djibouti



États-Unis
d'Amérique



Japon



Union
européenne



France



Chine



Allemagne



Danemark



Italie



Suède



Canada



Royaume-Uni



Irlande



Corée du Sud



Arabie
Saoudite



Fonds mondial
pour
l'environnement



Fonds mondial
pour le VIH, le
paludisme et la
tuberculose



Fonds vert
pour le
climat



GAVI
The Vaccine
Alliance



Climate Risk
and Early War-
ning Systems



Banque
européenne
d'investissement



Fonds commun
des Nations Unies
pour les ODD



I. DJIBOUTI EN 2025, SUR LA VOIE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2025, Djibouti a évolué dans un environnement régional et international marqué par des incertitudes économiques, des pressions migratoires accrues et des défis climatiques persistants.

Malgré ce contexte, le pays a maintenu une trajectoire de croissance soutenue et engagé des réformes structurantes en matière de gouvernance économique, de transformation numérique et de planification du développement, avec l'appui de ses partenaires, dont les Nations Unies.

Économie

La croissance économique de Djibouti est estimée à 6,5%, légèrement inférieure aux 7% observés en 2024. Cette performance a été principalement portée par les secteurs des services et de la construction, malgré un ralentissement des activités de transbordement, et soutenue par les télécommunications, le transport et le commerce intérieur.

L'économie reste toutefois fortement dépendante du secteur des services, qui représente près de 82% du PIB. Le secteur industriel demeure concentré sur la construction, tandis que la contribution de l'agriculture reste marginale. Cette

structure productive limitée accentue la dépendance aux importations et la vulnérabilité aux chocs extérieurs. Le Plan national de développement (PND) 2025-2030 vise à y répondre en soutenant la diversification économique et la transformation structurelle.

Plan national de développement

Dans cette perspective, l'élaboration du nouveau Plan national de développement 2025-2030 constitue une étape importante. Inscrit dans la continuité de la Vision Djibouti 2035, il est aligné sur l'Agenda 2030 des ODD et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Élaboré de manière participative, il s'appuie sur un diagnostic approfondi, incluant notamment les données du RGPH-3, de l'EDAM 5 et de l'évaluation du plan précédent, ICI 2020-2024.

Structuré autour de quatre axes stratégiques, le PND vise à promouvoir la diversification économique, renforcer le capital humain et l'inclusion sociale, améliorer la gouvernance et l'environnement des affaires, et accélérer la transition écologique et la résilience climatique.

Le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable à Djibouti 2025-2030 est pleinement aligné sur ces priorités.

Connectivité et numérique

La transformation numérique s'inscrit également dans cette dynamique de modernisation. L'adoption du Code du numérique a permis de renforcer le cadre juridique et réglementaire du secteur, en encadrant la protection des données personnelles, les communications électroniques, le commerce électronique et la cybersécurité, tout en soutenant la modernisation de l'administration publique.

L'écosystème numérique a été consolidé par l'adoption du Startup Act et de la loi portant création de l'Autorité nationale de cybersécurité, chargée de piloter la politique nationale de cybersécurité, de protéger les infrastructures critiques et de renforcer la confiance numérique.

Dynamique démographique

Les efforts de planification s'appuient aussi sur une meilleure connaissance des dynamiques démographiques du pays. Les résultats du troisième Recensement général de la population et de l'habitat, conduit en

2024 et publiés en 2025 par l'Institut de la statistique de Djibouti avec l'appui des Nations Unies, mettent en évidence une population estimée à environ 1,07 million d'habitants, avec un taux de croissance annuel moyen de 1,8% depuis 2009.

Avec un âge moyen de 25,1 ans, la population djiboutienne demeure majoritairement jeune et dispose d'un potentiel important de dividende démographique. Sa valorisation nécessite des investissements soutenus dans le capital humain, en particulier dans l'éducation, la formation, la santé et l'emploi.

Migrations

Cette dynamique démographique s'inscrit dans un contexte de mobilité régionale intense. Les flux migratoires ont augmenté, confirmant le rôle central de Djibouti comme point de transit majeur dans la Corne de l'Afrique vers la péninsule Arabique.

Les équipes de l'OIM ont enregistré 522 587 mouvements migratoires, soit une hausse de 20% par rapport à 2024. La recherche d'opportunités économiques, souvent liée à l'insécurité alimentaire et à la dégradation de l'environnement, reste le principal moteur de déplacement, poussant une population majoritairement jeune à se déplacer en quête de sécurité et de moyens

de subsistance.

Les risques associés à ces parcours demeurent élevés, exposant de nombreux migrants à une grande vulnérabilité, en particulier les femmes enceintes et les mères accompagnées de nouveau-nés, confrontées à la faim, à la soif, à l'absence d'abri et aux maladies.

Au total, 140 migrants ont perdu la vie et 33 ont été portés disparus le long des routes migratoires à Djibouti en 2025, soulignant l'ampleur des défis humanitaires et de protection.

Stabilité, paix et diplomatie

Face à ces pressions, Djibouti a continué de préserver un climat de stabilité et de paix dans un contexte régional marqué par des crises persistantes. Plusieurs avancées ont contribué au renforcement de la cohésion sociale et de l'État de droit, notamment l'adoption d'un amendement constitutionnel renforçant l'interdiction des mutilations génitales féminines, ainsi que le renforcement des mécanismes de lutte contre les violences basées sur le genre et de suivi des engagements en matière de droits humains.

Les capacités nationales en matière de médiation communautaire, de sécurité maritime et de gestion des frontières ont également été renforcées.

Cette stabilité s'accompagne d'un engagement diplomatique soutenu en faveur de la paix et de la stabilité régionales, notamment sur les questions liées à la sécurité maritime, aux migrations, aux conflits armés et à la coordination sécuritaire dans la région de la mer Rouge et de la Corne de l'Afrique.

L'élection de Mahmoud Ali Youssouf à la présidence de la Commission de l'Union africaine a marqué l'année, reflétant le rôle croissant de Djibouti sur la scène diplomatique continentale.

Conclusion

Malgré des défis persistants, les évolutions observées témoignent de bases solides pour accélérer les progrès vers les Objectifs de développement durable.

Appuyé par le PND 2025-2030 et le CCNUDD 2025-2030, Djibouti dispose d'opportunités concrètes pour transformer ses défis en leviers de progrès et poursuivre son chemin vers la réalisation des ODD, en veillant à ne laisser personne de côté.



II. RÉSULTATS MAJEURS SUR LA BONNE GOUVERNANCE ET LA PAIX

(Entités impliquées : FAO, FNUAP, HCDH, OIM, OMS, ONUDC, PAM, PNUD, UNHCR, UNESCO, UNOCT, UNESCWA, UNICEF)





11 comités locaux de cohésion sociale, ont été mis en place, renforçant la planification communautaire au niveau local.



11 plans d'action communautaires ont été élaborés, permettant des réponses de cohésion sociale mieux portées par les communautés.



910 membres des communautés dont 433 femmes, ont été sensibilisés à la cohésion sociale, renforçant la résilience face aux tensions.



97 acteurs locaux ont renforcé leurs capacités en planification communautaire, rendant les processus locaux plus inclusifs.



92 membres des autorités nationales, dont 34 femmes, ont été outillées pour mieux mobiliser la diaspora au service du développement national.



Le 'Development Finance Assessment' a été finalisé et la stratégie de financement intégrée au PND, renforçant l'alignement des financements avec les Objectifs de développement durable.



122 médiateurs communautaires certifiés, dont 66% de femmes, ont renforcé la prévention des conflits au niveau local...



... et 22 facilitateurs nationaux ont été certifiés, renforçant la durabilité des mécanismes de médiation communautaire.



Plus de 200 leaders communautaires, religieux et associatifs ont été mobilisés dans des initiatives de dialogue social, consolidant la cohésion sociale.



45 membres de comités de protection, dont 21 femmes et 24 hommes, ont été formés, renforçant le leadership communautaire dans les villages de réfugiés.



88 réfugiés, dont 38 femmes, ont participé à des espaces de dialogue sur l'eau, la santé et la sécurité des enfants, renforçant leur participation aux décisions qui les concernent.



145 réfugiés ont pris part à des mécanismes d'écoute communautaires et exprimé leurs préoccupations sur la santé, le logement et les documents d'identité.



L'enquête MICS 7 a produit des données désagrégées couvrant plus de la moitié des indicateurs des ODD, renforçant le suivi des droits des enfants et la planification sectorielle.



Deux études nationales sur les personnes handicapées et les travailleurs domestiques ont renforcé la base factuelle pour des politiques plus inclusives.



+100 cadres nationaux ont contribué à la revue du PND 2020-24 et à l'élaboration des priorités du PND 2026-30.



Trois stratégies multisectorielles sur les maladies non transmissibles, les cancers et la santé mentale validées.



Les comptes nationaux de la santé ont été mis à jour, renforçant la transparence budgétaire du secteur de la santé.





26 millions USD ont été mobilisés pour créer le **premier Centre national d'oncologie**.



La **carte sanitaire nationale** a été actualisée, permettant de cibler les disparités territoriales d'accès aux services de santé.



Une **cartographie nationale des ressources humaines en santé** a été engagée, créant une base pour la planification la répartition du personnel de santé.



30 **représentants institutionnels** ont été mobilisés lors de la revue nationale de l'EPU, et 27 **participants, dont 14 femmes**, ont participé au suivi des recommandations, dans le cadre des engagements du pays en matière de droits humains.



Un **amendement constitutionnel** a renforcé l'interdiction des mutilations génitales féminines.



Validation d'une **Fatwa Nationale contre les MGF** sous le leadership du Ministère des Affaires Musulmanes.



700 **survivantes de violences basées sur le genre** ont été prises en charge au 'One Stop Center' de Balbala.



2000 **cas de VBG/MGF** ont été pris en charge au niveau national dans un processus multisectoriel.



Plus de 50 acteurs des secteurs de la santé, de la justice et du social ont été formés sur la réponse multisectorielle aux violences basées sur le genre.



20 **officiers chargés de l'application des lois**, dont 2 femmes et 18 hommes, ont été sensibilisés aux droits humains dans le cadre de l'enquête judiciaire.



9 **cas de MGF** ont été enregistrés, orientés vers la justice et sanctionnés, renforçant l'application effective de la loi.



La version 2.0 du **système d'e-visa** a été déployée, renforçant la gestion des frontières.



2 **postes de contrôle frontaliers** ont été dotés d'équipements biométriques, informatiques et de conteneurs **préfabriqués**.



+30 **activités de sécurité maritime** ont été menées, renforçant les capacités nationales de lutte contre la criminalité en mer.



+200 **personnels de la Garde-côtes, Marine nationale et du parquet** formés.



65 **embarcations impliquées dans des activités illicites** saisies et 72 **trafiquants** arrêtés.



2 391 **victimes de naufrage** ont été assistées lors d'opérations de recherche et de sauvetage.



Droits, redevabilité et confiance : des institutions plus proches des citoyens

Une avancée majeure a été enregistrée dans la protection des droits des filles avec l'adoption de l'amendement constitutionnel renforçant l'interdiction des mutilations génitales féminines (MGF). Accompagnée dans le cadre du programme conjoint UNICEF-FNUAP, cette réforme consolide la protection des droits fondamentaux au plus haut niveau normatif.

L'opérationnalisation du 'One Stop Center' de Balbala, en lien avec les mécanismes nationaux de santé, de justice et de protection, a renforcé l'orientation des survivantes et l'application de la loi. En 2025, 700 survivantes de violences basées sur le genre (VBG) ont été prises en charge, 2000 cas de VBG-MGF ont été accompagnés au niveau national, et neuf cas de MGF ont été orientés vers la justice avec sanctions pénales appliquées.

Cette dynamique a été renforcée par l'appui du HCDH, en collaboration avec la Commission nationale des droits de l'homme, au suivi des

recommandations du quatrième cycle de l'Examen périodique universel. Les études sur les personnes handicapées et les travailleurs domestiques ont aussi renforcé les bases factuelles pour orienter les politiques publiques en faveur des groupes les plus exposés à l'exclusion.

Le HCDH a également appuyé l'École internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire à promouvoir des pratiques d'enquête respectueuses des droits humains.

En 2025, l'OMS, en collaboration avec l'UNICEF, a appuyé la Direction de la promotion de la santé dans la mise en place d'un Taskforce national de communication des risques et d'engagement communautaire (RCCE), aligné sur la stratégie nationale de santé communautaire. Ce mécanisme inédit, réunissant les autorités sanitaires, la société civile, les leaders religieux et les partenaires techniques, a permis d'harmoniser les messages de santé, de mieux gérer les rumeurs et de renforcer la

mobilitation sociale face aux risques sanitaires.

Au niveau communautaire, 122 médiateurs, dont 66 % de femmes, ont été certifiés pour prévenir les conflits liés notamment à la gestion des ressources naturelles, aux VBG et aux tensions intergénérationnelles. Ces efforts ont été complétés par l'action de l'Organisation internationale des migrations (OIM) avec les autorités locales, la société civile et les communautés, à travers l'opérationnalisation de 11 comités locaux de cohésion sociale et l'élaboration de 11 plans d'action communautaires.

En matière de redevabilité publique, l'appui du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Ministère de la justice et à la Cour des Comptes, notamment à travers la première Justice Week nationale, a contribué à rendre les mécanismes de justice, de contrôle public et de transparence institutionnelle plus visibles pour les citoyens.

Quand le courage des survivantes rencontre l'action des institutions

À Djibouti, le changement commence parfois par une voix qui ose rompre le silence.

Zeinaba avait dix ans lorsqu'une partie de son enfance lui a été arrachée. Elle se souvient encore, par fragments, de ce jour : une femme, un pansement, une seringue, une lame. Des images floues, mais une douleur restée vive. Aujourd'hui, à 24 ans, elle choisit de transformer ce traumatisme en engagement.

Survivante des mutilations génitales féminines, elle est devenue éducatrice paire au sein du réseau Elle & Elles, un mouvement de jeunes soutenu par le FNUAP, qui va à la rencontre des communautés pour informer, écouter et prévenir. Avec d'autres jeunes femmes engagées, Zeinaba mène des causeries, des séances de sensibilisation et des visites porte-à-porte.

Mais chaque porte ouverte ne l'est pas toujours facilement. Certaines se referment brutalement. Les accusations et les résistances rappellent que les normes sociales ne changent pas en un jour.

Pourtant, Zeinaba continue. Parce qu'elle sait que derrière chaque conversation difficile peut naître une prise de conscience. Et derrière chaque prise de conscience, une fille protégée.

En 2025, cet engagement communautaire trouve un écho dans le renforcement de la réponse institutionnelle. À la Gendarmerie nationale, des cellules Genre sont désormais déployées dans les brigades de la capitale et des régions, avec pour mission de mieux accueillir les victimes, conduire des enquêtes spécialisées et assurer le suivi des procédures judiciaires.

Le numéro vert 116, un dispositif de signalement par WhatsApp, ainsi que la présence d'officiers de police judiciaire au 'One Stop Center' de l'hôpital Cheiko renforcent l'accès à une prise en charge médicale, psychosociale et judiciaire, disponible 24h/24.

L'histoire de Zeinaba et l'engagement des forces de l'ordre illustrent une même conviction : l'élimination des mutilations génitales féminines exige à la fois le courage des survivantes, la mobilisation des communautés et la responsabilité des institutions.

Aux côtés du Gouvernement de Djibouti, les Nations Unies appuient cette dynamique pour protéger les droits fondamentaux des femmes et des filles, renforcer les systèmes de prévention et de réponse, et faire progresser l'objectif commun d'un Djibouti sans MGF d'ici 2030.



Scannez les codes QR pour découvrir les vidéos et écouter les témoignages de Zeinaba et du Lieutenant Mohamed !



Des données à l'action : éclairer les choix, protéger les vies

La gouvernance repose aussi sur la qualité des données et de l'information publique. Aux côtés du Ministère de la santé et de l'Institut national de la statistique (INSTAD), l'UNICEF a appuyé la mise en œuvre de l'enquête MICS 7, comblant treize années sans enquête nationale sur la démographie et la santé.

Les données actualisées et désagrégées produites permettront de renforcer le suivi des droits de l'enfant, d'éclairer les politiques publiques et d'améliorer la planification sectorielle.

Cette dynamique a été renforcée par la production de données genrées, notamment à travers l'Observatoire Genre du Ministère de la femme et de la famille, qui contribue à mieux orienter les politiques publiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, y compris dans la lutte contre les mutilations génitales féminines.

Ces efforts conjoints consolident progressivement une culture de décision fondée sur des données

probantes, au service de politiques plus ciblées et plus inclusives.

Le Ministère de la Santé, avec l'appui de l'OMS et de l'UNICEF, a déployé l'intégration du vaccin contre le papillomavirus humain (HPV) dans le programme national de vaccination, marquant une étape clé dans la prévention du cancer du col de l'utérus. Cette activité a été appuyée par une étude socio-anthropologique sur le vaccin HPV, dont les résultats ont permis de mieux comprendre les perceptions communautaires, les barrières et les moteurs d'adhésion au vaccin. Ces efforts ont ainsi contribué à l'introduction effective du vaccin HPV à Djibouti.

Dans le domaine de l'information publique, 23 jeunes ont renforcé leur esprit critique grâce à une initiative de l'UNESCO et de l'Institut DERE en Éducation aux Médias et à l'Information (ÉMI), combinant formation, création de podcasts et citoyenneté numérique.

Les participants ont produit des podcasts favorisant ainsi une

contribution plus active, responsable et informée des jeunes au débat public, en passant d'une réception passive de l'information à une participation citoyenne plus éclairée.

Dans un pays situé au carrefour de routes maritimes stratégiques, l'appui aux autorités nationales chargées de l'application de la loi en mer a constitué un levier de gouvernance, de paix et de protection.

À travers l'ONUDC, la Garde-côtes djiboutienne, la Marine nationale et le parquet ont été soutenus afin de renforcer les capacités opérationnelles et institutionnelles de surveillance, d'intervention et de poursuite.

En 2025, ces efforts ont contribué à la saisie de 65 embarcations impliquées dans des activités illicites, à l'arrestation de 72 trafiquants et à l'assistance de 2 391 victimes de naufrage. Ces résultats montrent que l'État de droit en mer contribue à la sécurité régionale, à la lutte contre la criminalité transnationale et à la protection des vies humaines.

Le dialogue communautaire au service d'une eau partagée

À Djibouti, l'eau est au cœur de la vie, elle relie les personnes, structure les communautés et nourrit la solidarité.

Dans les zones les plus reculées, chaque goutte compte. Quand la ressource se fait rare, les réponses se construisent ensemble, à travers l'entraide, l'organisation locale et la recherche de solutions concrètes.

Face à l'impact du changement climatique et à la baisse des précipitations, les défis liés à l'accès à l'eau prennent une dimension profondément humaine. Ce sont des familles, des enfants et des communautés entières qui cherchent à vivre dignement, en sécurité et dans la cohésion.

L'eau, bien commun indispensable, ne devrait jamais attiser les tensions; elle peut, au contraire, devenir un point de départ pour renforcer la coopération.

Dans les contextes où un seul point d'eau doit servir de nombreuses familles, le dialogue devient essentiel.

C'est précisément l'objectif du dispositif de dialogue communautaire mis en place dans le cadre du projet de renforcement de la cohésion sociale du PNUD à Djibouti, afin de prévenir les incompréhensions, d'apaiser les tensions et d'encourager des solutions partagées autour des ressources.

Des femmes engagées, formées à la médiation avec l'appui de l'Union nationale des femmes Djiboutiennes, jouent un rôle clé dans ce travail de proximité.

Elles facilitent l'écoute, renforcent la confiance et soutiennent des accords durables entre les communautés.

Au final, cette dynamique rappelle une évidence simple, les solutions naissent là où l'on se parle, là où l'on s'écoute, et là où l'on agit ensemble. Parfois, la cohésion commence par un échange, et se renforce autour d'une goutte d'eau partagée.



Scannez le code QR pour découvrir cette histoire en vidéo et écouter les témoignages de la communauté !

A photograph of a warehouse worker from behind, wearing a high-visibility orange and yellow vest over a dark shirt and blue jeans. The worker is standing next to a red forklift. In the background, there are tall stacks of white boxes on wooden pallets, with the UNHCR logo visible on the boxes. The warehouse has yellow metal shelving units.

III. RÉSULTATS MAJEURS SUR LE RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN

(Entités impliquées : FNUAP, HCR, OIM, OMS, ONUDC, PAM, PNUD, UNESCO, UNESCWA, UNICEF)





73 000 enfants de moins de cinq ans ont été pris en charge dans 59 établissements de santé et 3 sites communautaires.



+9% du taux de guérison de la malnutrition aiguë modérée qui est passé de 80 % à 89 % en milieu urbain, dépassant les normes mondiales.



6 082 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère, dont 1 012 avec complications, ont été pris en charge.



2 912 personnes ayant des besoins spécifiques ont reçu une assistance psychologique spécialisée.



+200 sages-femmes et infirmiers ont été formés aux SONU et aux protocoles actualisés, renforçant la qualité des soins maternels et néonataux, et 14 500 naissances ont été assistées par du personnel qualifié.



23 structures sanitaires publiques ont déployé l'outil numérique mSupply, modernisant la gestion des produits de santé reproductive et réduisant les risques de rupture.



21 survivantes de VBG ont été prises en charge au 'One Stop Center' de Balbala, améliorant l'accès à des soins médicaux psychosociaux et médico-légaux.



150 000 enfants de moins de 5 ans ont vu leur immunité renforcée grâce à la campagne de riposte contre la poliomyélite.



Plus de 9 000 enfants et 6 050 femmes enceintes ou allaitantes ont bénéficié d'actions de prévention nutritionnelle et de supplémentation.



240 000 personnes ont été protégées avec 120 000 moustiquaires imprégnées diminuant leur risque d'exposition au paludisme.



Ratification d'un convention mondiale de l'UNESCO sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur.



162 362 enfants, dont 75 265 filles, ont accédé à l'école, renforçant l'équité et l'inclusion dans l'éducation.



69 écoles ont fonctionné avec des jardins scolaires, dont 20 nouvellement établis, renforçant la nutrition scolaire et l'apprentissage pratique.



4 913 élèves réfugiés avaient accès à l'éducation dans les trois villages de réfugiés, malgré les contraintes de financement.



140 jardiniers et parents volontaires ainsi que 120 directeurs et enseignants ont été formés à la gestion des jardins scolaires et l'intégration de la nutrition dans la vie scolaire.



26 cadres, 40 techniciens, 40 acteurs de marché et 75 transformateurs ont renforcé leurs capacités sur les normes de sécurité sanitaire des aliments.



Plus de 100 agropasteurs ont été formés et 372 producteurs ont bénéficié d'un accompagnement technique, renforçant les capacités de production agropastorale.



400 femmes ont été autonomisées à travers des initiatives agricoles et de gestion durable des ressources naturelles, renforçant leur rôle économique.



32 volontaires nationaux des Nations Unies djiboutiens ont été déployés en 2025, contre 17 en 2024, illustrant une forte progression de l'engagement volontaire au service du développement national.





12 assistants sociaux ont été déployés dans les 5 guichets sociaux des régions de l'intérieur, améliorant le suivi des cas et l'accès aux services.



36 400 personnes dans 100 localités touchées par la sécheresse ont reçu une assistance de protection sociale réactive aux chocs.



1 340 tonnes de vivres et 1,7 million USD en transferts monétaires ont soutenu les ménages vulnérables affectés par la sécheresse.



2 035 ménages ont bénéficié de transferts dédiés à la diversité alimentaire, améliorant l'accès à des aliments plus nutritifs.



24 100 réfugiés et demandeurs d'asile ainsi que 740 migrants ont reçu une assistance alimentaire vitale.



16 384 assistances de santé ont été fournies aux migrants.

Produits	Unité	Prix
Tranche	KG	860
Filet	KG	1000
Tranche	KG	600
Filet	KG	1500
Tranche	KG	600
Filet	KG	900
Tranche	KG	600
Filet	KG	900
Tranche	KG	600
Filet	KG	900



437 filles ont été orientées vers des services de protection contre les MGF, dont 36 ont été effectivement protégées contre les MGF.



Environ 125 enfants vulnérables par mois ont bénéficié d'un hébergement sûr, d'un soutien psychosocial et d'une assistance sociale.



60 enfants ont été réunifiés avec leur famille ou accompagnés pour un retour volontaire, renforçant leur protection.



72 000 enfants, soit 80 % des enfants les plus pauvres, ont été atteints par des prestations de protection sociale plus équitables et mieux ciblées.



500 000 personnes ont été ajoutées au registre social national en zones rurales, soit +10 % par rapport à 2024.



16 Djiboutiens ont accédé à un emploi dans le secteur du transport au Québec, grâce à un accord de mobilité de la main-d'œuvre avec le Canada.



9 agences de recrutement djiboutiennes, y compris l'ANEFIP, ont été formées aux standards IRIS, renforçant le recrutement éthique et la protection des travailleurs.



2 768 migrants ont bénéficié d'une assistance au retour volontaire, facilitant des solutions de mobilité plus sûres et mieux encadrées.



409 migrants ont bénéficié de solutions de réinstallation, renforçant l'accès à des parcours de protection plus durables.



12 873 migrants, dont 1 362 femmes et 2817 enfants ont reçu une assistance vitale, améliorant leur accès à la nourriture, à l'eau, à l'hébergement et aux services de protection.



Renforcer les systèmes nationaux et investir durablement dans le capital humain

En étroite collaboration avec le gouvernement, l'action coordonnée des Nations Unies a contribué à sauver des vies, améliorer la santé des mères et offrir à davantage d'enfants un départ plus sûr dans la vie.

Avec l'appui de l'UNICEF, 59 établissements de santé et trois sites communautaires ont permis à plus de 73 000 enfants de moins de cinq ans d'accéder à des soins essentiels, dont 6 082 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère.

L'équipement de 13 structures en réanimation néonatale, l'extension de la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant dans 33 établissements et l'assistance de 14 500 accouchements par du personnel qualifié ont renforcé les chances de survie des mères et des nouveau-nés, en particulier dans les zones les plus vulnérables.

En complément, le Programme alimentaire mondial (PAM) a soutenu les dispositifs nationaux

de nutrition en fournissant des produits nutritionnels spécialisés à 7 260 enfants, 7 040 femmes et à des personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose, améliorant la récupération nutritionnelle et la continuité des traitements.

Dans le domaine de la santé reproductive, le FNUAP a accompagné le Ministère de la santé dans la mise en œuvre des stratégies nationales, contribuant à une meilleure disponibilité des produits essentiels pour les femmes et les adolescentes. La digitalisation de la chaîne d'approvisionnement via mSupply dans 23 structures sanitaires publiques a renforcé la fiabilité et la gestion des intrants de santé reproductive. La planification du capital humain a également été renforcée grâce à l'exploitation des données du RGPH-3 permettant des politiques publiques mieux informées et plus équitables.

Au-delà de la santé, l'extension du registre social national aux zones

rurales, avec l'appui du PAM, a permis l'enregistrement de plus de 500 000 personnes, améliorant le ciblage et l'efficacité des programmes de protection sociale.

Dans le domaine de l'éducation, l'UNESCO a soutenu des réformes structurantes à travers l'élaboration d'une Politique nationale enseignante et d'un Code de déontologie, ainsi que le lancement de l'intégration de l'Histoire générale de l'Afrique dans l'enseignement secondaire, afin de renforcer la qualité des apprentissages et l'esprit critique des élèves.

Le programme VNU a complété ces efforts en renforçant les compétences, l'engagement civique et l'employabilité des jeunes à travers le déploiement de jeunes volontaires nationaux. En 2025, 32 volontaires nationaux ont été déployés en appui aux institutions publiques, contre 17 en 2024. Ils ont également soutenu des initiatives régionales, notamment le Forum panafricain de la jeunesse.

Une seule dose, une vie protégée

Ce matin-là à Obock, dans la cour de l'école 1, Hodan, 9 ans, attendait avec ses camarades.

La veille, son institutrice leur avait expliqué que des agents de santé viendraient à l'école pour leur administrer un vaccin destiné à les protéger, plus tard, contre une maladie grave. Hodan avait écouté attentivement. Le soir, à la maison, elle avait demandé à sa mère : « Maman, est-ce qu'on y va ? »

Le 7 décembre 2025 marque une étape importante pour la République de Djibouti avec le lancement officiel du vaccin anti-HPV dans le Programme élargi de vaccination national avec le soutien de l'OMS.

Pour la première fois, des filles de 9 ans peuvent recevoir gratuitement, à l'école, une dose unique qui les protège durablement contre le papillomavirus humain, principal responsable du cancer du col de l'utérus, deuxième cancer le plus fréquent chez les femmes à Djibouti.

Pour Hodan, ce moment est simple, mais déterminant. « Je voulais être protégée. Mon institutrice avait dit que c'était important. Alors je n'ai pas eu peur », raconte-t-elle.

À l'École 1 d'Obock, les agents de santé accueillent chaque élève avec attention, expliquent le geste et répondent aux questions. Hodan tend le bras. En quelques secondes, elle reçoit une protection invisible, mais essentielle, contre un cancer évitable.

Derrière ce geste, plusieurs mois de préparation ont été nécessaires. Le Ministère de la santé, avec l'appui de l'OMS, a accompagné la campagne par des actions de sensibilisation dans les quartiers, les mosquées, les écoles et les foyers de femmes. Des agents de santé communautaires sont allés à la rencontre des familles pour informer, rassurer et renforcer la confiance autour du vaccin.

Pour la mère d'Hodan, cette avancée représente une chance que sa

génération n'a pas connue. « Je n'ai pas eu cette chance quand j'étais petite. Aujourd'hui, ma fille est protégée. C'est quelque chose de grand. »

Avec cette introduction dans le programme national de vaccination, Djibouti rejoint les 33 pays africains ayant franchi cette étape.

Cette initiative, alignée sur les priorités nationales de santé et sur l'engagement des Nations Unies en faveur de l'Objectif de développement durable 3, renforce la prévention, l'équité et l'accès aux soins essentiels.

Au-delà d'une campagne de vaccination, ce lancement porte une promesse : celle d'une génération de filles qui pourra grandir mieux protégée contre un cancer évitable.

Une génération comme Hodan, curieuse, confiante, et désormais protégée.





Préserver l'accès aux services essentiels et renforcer la protection des populations vulnérables

En 2025, les Nations Unies ont appuyé le Gouvernement de Djibouti dans la mise en œuvre des politiques nationales en faveur du renforcement du capital humain, en particulier pour les populations les plus vulnérables.

Avec les autorités nationales et les services compétents, l'OIM a renforcé l'accès des migrants à l'assistance vitale, à la santé et à la protection. C'est ainsi qu'en 2025, 12 873 migrants ont bénéficié de nourriture, d'eau, d'hébergement et de services de protection. L'OIM a assuré 16 384 assistances médicales et fourni des services de santé mentale et de soutien psychosocial à 1 471 migrants, ainsi qu'une assistance psychologique spécialisée à 2 912 personnes ayant des besoins spécifiques, notamment des mineurs non accompagnés ou séparés.

En appui aux autorités frontalières et à la Garde-côtes, l'OIM a également contribué au renforcement de la protection des vies en mer à travers l'élaboration d'une procédure opérationnelle normalisée sur

la protection des migrants et le sauvetage maritime, la réhabilitation du centre de transit de Khôr Angar et le renforcement des capacités de 149 membres des institutions concernées. Ces actions ont permis d'améliorer la coordination interinstitutionnelle et la qualité de la réponse face aux risques associés aux routes migratoires maritimes.

Dans les villages de réfugiés, le HCR, en partenariat avec le Ministère de la santé, a contribué à maintenir l'accès aux soins de santé primaires malgré un contexte de forte réduction des financements.

Plus de 30 000 consultations ont été dispensées aux personnes déplacées de force dans les trois villages de réfugiés et à Djibouti, avec la fourniture de médicaments essentiels afin d'assurer la continuité des services.

Dans le domaine de l'éducation des réfugiés, le HCR a travaillé avec le Ministère de l'éducation nationale pour préserver l'accès à l'école.

En décembre 2025, 4 913 élèves réfugiés étaient scolarisés dans les trois villages de réfugiés, avec une intégration progressive au programme scolaire djiboutien et au système national de gestion de l'éducation.

Par ailleurs, une campagne de vaccination de riposte contre la poliomyélite, menée en trois tours avec l'appui de l'OMS, a permis de renforcer l'immunité de 150 000 enfants de moins de 5 ans et d'améliorer la surveillance épidémiologique dans un contexte de risque persistant dans la sous-région.

Enfin, l'OIM a contribué à l'ouverture de perspectives économiques pour les jeunes à travers la mise en place d'un mécanisme formel et sécurisé de mobilité de travail vers le Canada, permettant à 16 Djiboutiens d'accéder à un emploi dans le secteur du transport au Québec, ainsi que le renforcement des capacités d'agences de recrutement nationales aux standards internationaux du recrutement éthique.

Sagalou : agir ensemble contre les épidémies

Abdallah Mohamed, gardien du forage du village de Sagalou, se souvient encore de l'épreuve traversée par sa communauté en octobre 2024, lorsque des cas de diarrhée aiguë aqueuse sont apparus. Pour ce village de près de 5 200 habitants de la sous-préfecture de Lac Assal, cette crise a marqué un tournant.

Face à l'urgence, une mobilisation rapide s'est mise en place. Les autorités régionales de Tadjourah, l'hôpital régional et l'UNICEF sont intervenus pour contenir l'épidémie, garantir l'accès aux soins dans les structures de santé locales et assurer la continuité des services éducatifs pour les enfants.

Parallèlement, les actions de prévention ont été renforcées au sein des communautés. Avec l'appui

du Croissant-Rouge djiboutien, des activités de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène ont été menées directement auprès des familles.

Aïcha, mobilisatrice communautaire, explique : « Mon rôle est d'informer la population sur les bonnes pratiques d'hygiène pour éviter les maladies. Je vais à la rencontre des habitants directement chez eux. »

Au-delà de l'urgence, l'UNICEF, avec ses partenaires, a procédé à la désinfection des points d'eau à risque et à la réhabilitation du système d'approvisionnement en eau du village. Les travaux incluent la remise en état du réseau et du réservoir, la construction de deux bornes-fontaines et le raccordement du centre de santé.

Pour les habitants, ces réalisations changent le quotidien. Halima, commerçante du village, se réjouit de l'installation des bornes-fontaines : « Les longues corvées d'eau seront un mauvais souvenir ! »

L'accès à une eau potable plus proche et plus sûre améliore la santé, renforce la sécurité des femmes et des filles, et bénéficie aussi aux personnes en mobilité qui transitent par Sagalou.

Grâce aux efforts du gouvernement djiboutien dans la prévention et la réponse aux urgences sanitaires à Tadjourah et Obock, avec le soutien de l'UNICEF, plus de 40 000 personnes bénéficient d'un accès amélioré à l'eau, contribuant à bâtir des communautés plus résilientes face aux crises futures.



Scannez le code QR pour découvrir cette histoire en vidéo et écouter les témoignages de la communauté !

A photograph of two young people in a modern office or study environment. In the foreground, a young woman with dark hair and a nose ring is smiling, resting her chin on her hand. In the background, a young man is also smiling and looking at a laptop. The laptop has several stickers on its lid. The background is softly blurred, showing a bright, airy space with a desk lamp.

IV. RÉSULTATS MAJEURS SUR LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE ET RÉSILIENCE

(Entités impliquées : FAO, FNUAP, HCDH, HCR, OIM, OMM, ONUDC, PAM, PNUD, PNUE, UIT, UNDRR, UNESCO, UNICEF)





19 000 plants de **Boswellia** ont été identifiés, révélant un potentiel annuel local estimé à **30 tonnes d'encens**.



30 hectares de terres dégradées ont été restaurés, renforçant la résilience des systèmes agropastoraux.



32 tonnes de fruits et légumes ont été produites à Dikhil et Obock, améliorant les revenus des producteurs et la disponibilité alimentaire locale.



867 élèves ont bénéficié de **121 000 repas nutritifs** grâce au lien entre production agricole locale et alimentation scolaire.



1 680 personnes ont bénéficié des innovations en irrigation localisée et en énergie solaire.



102 millions USD d'investissements prioritaires ont été identifiés dans des filières agroalimentaires stratégiques.



386 bénéficiaires ont vu leur employabilité renforcée, dont 39% de femmes et 14% de jeunes en situation de handicap.



53 stagiaires ont intégré le marché du travail et 38 % des 66 stagiaires ont obtenu un engagement professionnel.



80% de hausse moyenne des revenus agricoles dans les zones rurales appuyées à travers les chaînes de valeur.



23 jeunes, dont 9 femmes, ont bénéficié d'une formation en entrepreneuriat et en éducation financière.



35 emplois durables ont été soutenus dans une usine de recyclage de plastique à Obock, dont 15 femmes, soutenant l'économie circulaire locale.



7% des réfugiés ont accédé à des produits financiers, marquant un progrès en matière d'inclusion financière.



Construction de deux marchés et d'un centre de développement communautaire à Ali Sabieh et Ali Addeh.



20 000 arbres ont été plantés, renforçant la restauration des écosystèmes et la résilience climatique.



Plus de 11 000 personnes ont bénéficié de 9 puits et 13 réservoirs d'eau dans les zones vulnérables.



15 jardins sur 20 initialement ciblés ont été réhabilités dans les régions de Dikhil et Tadjourah.



L'accès à l'eau a été amélioré grâce à la construction d'un réservoir de 20 m³ et de réseaux d'irrigation pour ces jardins réhabilités.



4 jardins fourragers ont été créés dans des périmètres agropastoraux existants, renforçant la disponibilité en fourrage et en cultures maraîchères.



170 ménages ont accédé à l'énergie solaire, renforçant leur résilience énergétique.



8 000 personnes ont bénéficié de services hydriques de base, grâce à une hausse de l'accès rural à l'eau.



Plus de 120 jeunes, dont 40% de femmes, ont été mobilisés et formés lors de la première Conférence locale des Jeunes (LCOY) Djibouti.



5 mini-LCOY dans les régions de l'intérieur ont permis de recueillir les priorités climatiques locales de la jeunesse.



30 clubs environnement ont été opérationnalisés dans les écoles, renforçant l'éducation environnementale et l'engagement des élèves.



600 élèves ont été sensibilisés à la protection de l'environnement, et 30 arbres ainsi que 120 outils de jardinage ont été distribués.





L'analyse des lacunes du système national d'alerte précoce a été finalisée et une feuille de route validée a été élaborée pour améliorer les systèmes d'alerte multirisques.



Déploiement de l'outil DesInventar-Sendai pour engager la mise à jour de la base nationale sur les pertes liées aux catastrophes, renforçant la disponibilité de données sur les risques.



Les dimensions de genre et de handicap ont été intégrées dans les approches d'alerte précoce, renforçant l'inclusion des populations les plus vulnérables.



La mobilité humaine a été intégrée dans les stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe et dans les CDN, renforçant l'alignement entre politiques climatiques et réalités migratoires.



Le premier rapport biennal actualisé (BUR1) de Djibouti a été préparé et soumis à la CCNUCC, renforçant la transparence climatique et l'accès potentiel aux financements.



La feuille de route nationale de l'initiative 'Early Warning for All' a été finalisée, renforçant les systèmes d'alerte et de communication d'urgence.



Le Plan national des télécommunications d'urgence (NETP) a été finalisé, renforçant le cadre national de communication en situation de crise.



La carte de connectivité en situation de catastrophe a été lancée, permettant de mieux identifier les lacunes de connectivité dans les zones à risque.



23 participants issus d'institutions nationales clés ont été formés à l'évaluation des risques cyber selon la méthodologie ISO/IEC 27005, renforçant la résilience numérique nationale.



Le premier Forum national de l'énergie solaire a contribué à l'adoption de réformes réglementaires sur l'auto-consommation solaire, créant un cadre plus favorable à l'investissement privé dans l'énergie propre.



Un rapport sur les industries culturelles et créatives comme secteur économique émergent a été élaboré, renforçant les stratégies de diversification économique.



Un atelier national dédié au cadre d'identification des opérateurs d'infrastructures critiques a permis de renforcer la cybersécurité des services essentiels.



Une feuille de route a été établie pour élaborer une stratégie nationale de gestion du spectre radioélectrique et un plan directeur de régulation du spectre, renforçant la gouvernance numérique.

Des systèmes plus résilients pour anticiper les chocs et protéger les populations

En 2025, les Nations Unies ont appuyé le Gouvernement de Djibouti dans le renforcement de systèmes capables d'anticiper les crises avant qu'elles n'affectent les populations.

À travers le projet CREWS, doté de 3,69 millions USD sur quatre ans, l'UNDRR et l'OMM ont appuyé l'Agence nationale de météorologie, le CERD et le Secrétariat exécutif de gestion des risques et des catastrophes (SEGRC) dans l'amélioration du système national d'alerte précoce multirisques. La finalisation de l'analyse des lacunes, l'élaboration d'une feuille de route validée et le déploiement de l'outil DesInventar-Sendai permettent de mieux documenter les risques, mesurer les pertes liées aux catastrophes et orienter les décisions publiques vers les zones et les populations les plus exposées.

L'intégration de la mobilité humaine dans les cadres de réduction des risques de catastrophe et les Contributions déterminées au niveau

national, appuyée par l'OIM, a permis de mieux refléter la réalité des populations mobiles, déplacées ou exposées aux effets du changement climatique. La mise en place de 11 comités communautaires et l'élaboration de 11 plans d'action communautaires ont donné aux communautés un rôle plus direct dans l'identification de leurs priorités et la planification de leur résilience.

En partenariat avec l'Autorité de régulation multisectorielle de Djibouti, l'UIT a appuyé l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion du spectre et d'un plan directeur réglementaire, tout en soutenant le Plan national des télécommunications d'urgence, le Protocole commun d'alerte et les systèmes d'alerte par diffusion cellulaire. Ces avancées renforcent les mécanismes d'alertes rapides aux populations exposées aux risques.

L'UIT a également appuyé l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information de l'État

dans le renforcement de la résilience numérique. La formation de 23 participants issus d'institutions nationales clés à l'évaluation des risques cyber a amélioré les capacités nationales à identifier et traiter les menaces pesant sur les services essentiels, les infrastructures critiques et les systèmes numériques.

Enfin, en partenariat avec le Ministère de l'énergie, le PNUD a soutenu la transition énergétique à travers le premier Forum national de l'énergie solaire, qui a contribué à l'adoption de réformes réglementaires sur l'autoconsommation solaire et à la création d'un cadre plus favorable à l'investissement privé. Menée avec le PNUE dans le cadre de l'action conjointe financée par le 'Joint SDG Fund', cette avancée renforce les conditions nécessaires pour développer des solutions énergétiques plus durables, au service de la résilience des ménages, des services publics et de l'économie.



Les protecteurs invisibles : quand la science protège les vies

Dans la salle de prévision de l'Agence nationale de la météorologie de Djibouti (ANMD), Mahado et Houssein observent les cartes climatiques avec attention. Pour eux, les couleurs qui changent à l'écran ne sont pas de simples données : elles peuvent annoncer une sécheresse, une famille qui manquera d'eau, un troupeau menacé, ou une communauté à protéger.

Mahado, prévisionniste depuis 13 ans et première femme météorologue de Djibouti, et Houssein, spécialiste de la modélisation climatique, connaissent l'impact humain des sécheresses répétées. En juillet 2025, face à la détérioration rapide des conditions climatiques et à l'aggravation de l'insécurité alimentaire, le Gouvernement a déclaré l'état d'urgence sécheresse et lancé un plan de réponse multisectoriel.

C'est dans ce contexte que l'ANMD renforce ses capacités de prévision, avec l'appui du PAM et de l'Institut de recherche international pour le climat et la société (IRI) de l'Université

Columbia. Grâce à de nouveaux outils, les équipes peuvent mieux analyser les risques, identifier les zones exposées et transmettre des alertes précoces plus fiables.

« La météorologie évolue sans cesse », explique Mahado. « Chaque jour apporte de nouvelles analyses et l'occasion d'améliorer nos prévisions. » Avant cet appui, les moyens étaient limités. « Nous n'avions pas les outils pour prédire les sécheresses avec précision », se rappelle-t-elle. « Aujourd'hui, nous anticipons mieux les périodes sèches et pouvons cibler les zones les plus vulnérables. »

Pour Houssein, le changement est profond : « Avec le soutien de l'IRI et du PAM, nous produisons désormais nos propres prévisions et envoyons des alertes précoces fiables. Les communautés peuvent compter sur l'ANMD. »

Lorsque les seuils d'alerte sont atteints, l'ANMD vérifie les données, coordonne avec le SEGRC et le PAM, puis contribue

à l'émission d'alertes diffusées par SMS, radios et comités locaux. Ces alertes peuvent déclencher des bons alimentaires, des marchés temporaires en zones rurales et des aliments spécialisés pour les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les jeunes enfants.

Le dispositif n'a pas encore été activé, mais il est déjà prêt. « Même si notre rôle est scientifique, la responsabilité est lourde », confie Mahado. « Une analyse peut déterminer la rapidité avec laquelle l'aide atteint les familles. » Houssein se souvient aussi de la sécheresse de 2022 : « Voir les troupeaux mourir et les familles lutter... c'était très dur. »

À travers ce partenariat, Djibouti transforme progressivement les prévisions climatiques en protection concrète. Loin des regards, Mahado, Houssein et leurs collègues deviennent ces « protecteurs invisibles », qui aident les communautés à agir avant que le climat ne frappe.





Des opportunités d'emploi et d'inclusion pour les jeunes, les femmes et les communautés vulnérables

En étroite collaboration avec les ministères de l'économie et des finances, de la femme et de la famille, de l'agriculture et de l'énergie, l'appui du PNUD a permis à 386 personnes de renforcer leur employabilité, dont 39% de femmes et 14% de jeunes en situation de handicap. Parmi 66 stagiaires accompagnés, 38% ont obtenu un engagement professionnel et 53 personnes ont intégré le marché du travail. Dans les zones rurales, l'appui aux chaînes de valeur a généré une hausse moyenne de 80% des revenus agricoles, améliorant directement les moyens d'existence des producteurs et de leurs familles.

À travers le partenariat entre le PNUD et ONU Femmes, notamment via l'"African Women Leaders Network", l'autonomisation économique des femmes a été renforcée et le genre mieux intégré dans les efforts de diversification économique.

En parallèle, l'UNESCO a soutenu en 2025 le développement d'un écosystème favorable aux industries

culturelles et créatives (ICC). Cette dynamique a été renforcée par une étude sur les ICC, menée conjointement par l'UNESCO et le PNUD, contribuant à leur reconnaissance comme levier de diversification économique et d'opportunités pour les jeunes et les femmes.

À Obock, l'engagement croissant du Conseil régional a permis à l'OIM de soutenir 35 opportunités d'emploi durable au sein d'une unité de recyclage de plastique, améliorant les revenus et les conditions de vie de 35 bénéficiaires, dont 15 femmes, tout en renforçant l'économie circulaire, la gestion des déchets et la cohésion sociale. Par ailleurs, 23 jeunes ont été appuyés, dont neuf femmes, à travers une formation en entrepreneuriat et en éducation financière.

Le taux de chômage des réfugiés en âge de travailler est passé de 55% à 54% en 2025, tandis que l'accès aux produits financiers a atteint 7%, dépassant l'objectif de 6%. Cette évolution s'inscrit dans les efforts de plaidoyer et de

coordination menés par le HCR et ses partenaires de développement tels que la construction de marchés, la finalisation d'un centre de développement communautaire et la réhabilitation du lycée d'Ali Sabieh qui ont soutenu des emplois pour 35 réfugiés. Le HCR a également dialogué avec les institutions financières pour améliorer l'accès des réfugiés aux services financiers numériques, qui demeure limité.

En partenariat avec le Ministère de l'éducation nationale, l'UNICEF a renforcé l'engagement climatique des jeunes à travers la redynamisation de 30 clubs environnement dans 30 écoles qui ont permis de sensibiliser 600 élèves. Plus de 120 jeunes issus de toutes les régions, dont 40% de femmes, ont été mobilisés lors de la première Conférence locale des jeunes sur le climat, aboutissant à une Déclaration nationale de la jeunesse djiboutienne sur le climat, transmise à YOUNGO, la circonscription officielle des enfants et des jeunes auprès de la CCNUCC, en amont de la COP30.

Loukman : un départ vers l'avenir

Avant de penser au Canada, Loukman pensait d'abord à sa famille. Aîné d'une grande fratrie, ce jeune Djiboutien a interrompu son parcours universitaire après une année afin de contribuer aux besoins financiers du foyer.

C'est ainsi qu'il est devenu chauffeur de camion, un métier qu'il a exercé pendant plusieurs années avant de saisir une opportunité qui allait ouvrir un nouveau chapitre de sa vie.

Sélectionné parmi 16 jeunes Djiboutiens à l'issue d'un processus rigoureux — évaluation de conduite, formation, examens médicaux et test de langue — Loukman s'apprête aujourd'hui à rejoindre Winnipeg, au Canada pour y occuper un emploi.

Son parcours illustre l'importance de voies de migration sûres, ordonnées et régulières, lorsqu'elles sont préparées, accompagnées et alignées sur les besoins des personnes, des pays d'origine et des pays d'accueil.

Soutenue par le Fonds de développement de l'OIM et mise en œuvre en collaboration avec le Ministère du travail de Djibouti et le Canada, cette initiative contribue à faire de la mobilité humaine un levier d'opportunités, de compétences et de développement partagé. Elle montre aussi qu'une migration bien gouvernée peut offrir aux jeunes des perspectives concrètes d'emploi, tout en renforçant leur capacité à soutenir leurs familles et leurs communautés.

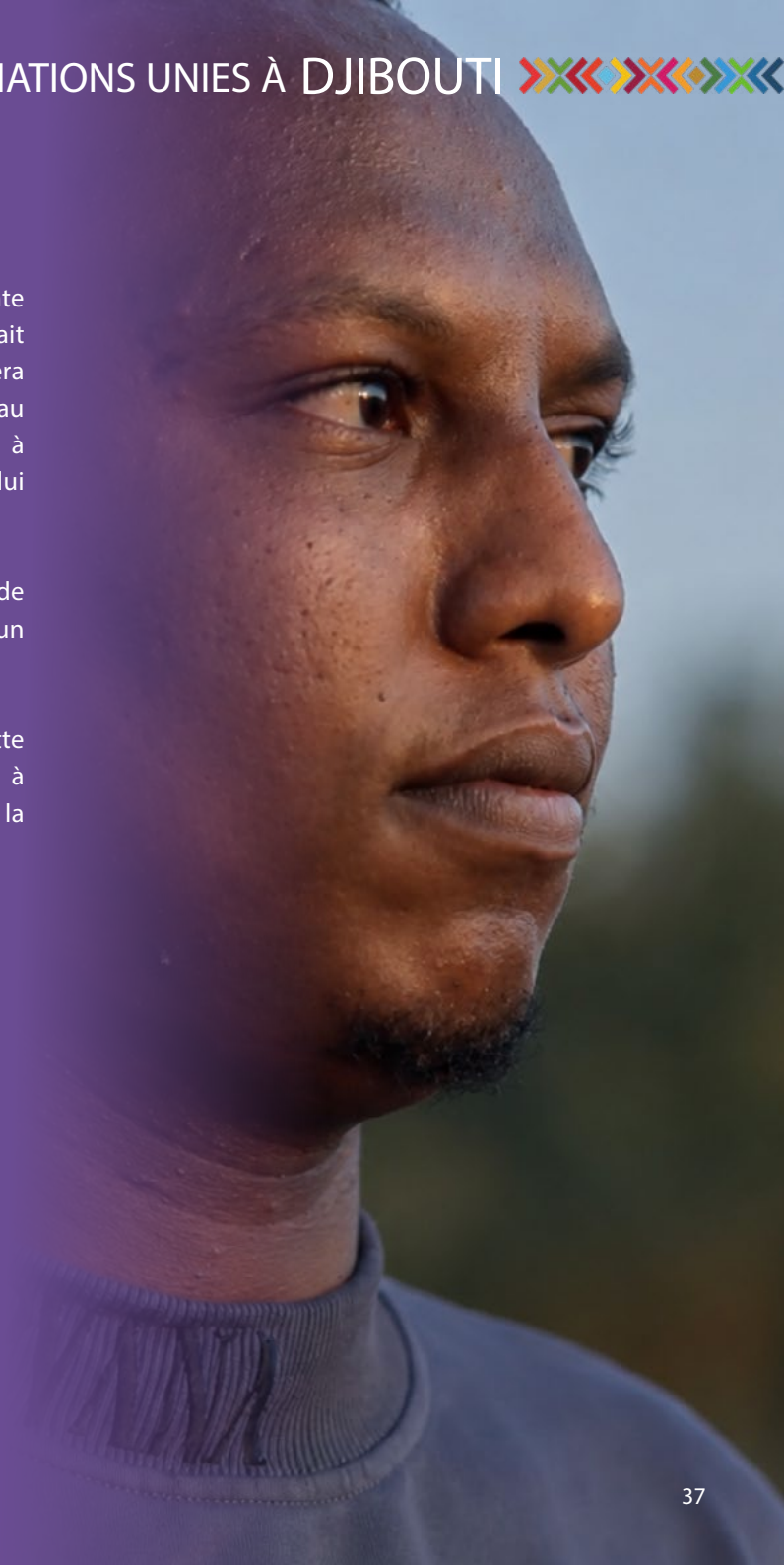
Pour Loukman, ce départ représente à la fois une chance et un défi. Il sait que l'éloignement de sa famille sera difficile, tout comme l'adaptation au froid canadien, lui qui sourit déjà à l'idée que la chaleur de Djibouti lui manquera.

Mais il part avec l'espoir de transformer sa vie et de construire un avenir plus stable pour les siens.

Son histoire, racontée dans cette vidéo, donne un visage humain à une mobilité fondée sur la dignité, la préparation et l'espoir.



Scannez le code QR pour écouter
Loukman partager son histoire !



A person is walking away from the camera on a dirt path in a dry, hilly landscape. They are wearing a blue short-sleeved shirt and a red and white checkered wrap around their waist. The background shows rolling hills with sparse vegetation under a clear sky.

Des économies locales plus productives et mieux adaptées au climat

En 2025, sous le leadership du Gouvernement de Djibouti, les Nations Unies ont appuyé la transformation progressive des systèmes agroalimentaires vers des modèles plus productifs, plus économes en eau et mieux adaptés au climat.

Avec le Ministère de l'agriculture, de l'eau, de la pêche, de l'élevage et des ressources halieutiques, les ministères sectoriels concernés et les communautés locales, la FAO a contribué à faire émerger le potentiel économique d'une ressource locale encore sous-exploitée. L'inventaire réalisé à Ali Faren a identifié 19 000 plants de *Boswellia*, révélant un potentiel annuel estimé à 30 tonnes d'encens. Cette avancée ouvre la voie à une filière locale susceptible de générer de nouveaux revenus pour les communautés rurales.

Les projets agricoles menés à Dikhil et Obock ont permis aux producteurs d'augmenter leur production et de diversifier leurs cultures. La production de 32 tonnes de fruits

et légumes a généré des revenus additionnels pour les producteurs, tout en améliorant l'alimentation de 867 élèves grâce à 121 000 repas nutritifs. L'introduction de nouvelles cultures et de cultures fourragères a renforcé la capacité des agro-éleveurs à faire face aux aléas climatiques et à sécuriser leurs moyens d'existence.

L'introduction de l'irrigation localisée et de l'énergie solaire a bénéficié à 1 680 personnes. Elle a permis de passer à des pratiques agricoles plus efficaces dans l'usage de l'eau, plus productives et plus résilientes. Pour les communautés rurales, cela signifie une meilleure capacité à produire dans un contexte de rareté hydrique, tout en réduisant la dépendance à des systèmes agricoles plus vulnérables aux chocs climatiques.

La restauration de 30 hectares de terres dégradées dans les régions d'Arta, Ali Sabieh, Dikhil et Tadjourah, menée avec le Ministère de l'environnement et du développement durable, a contribué à réhabiliter les systèmes agropastoraux. Le PNUE a complété

ces efforts à Dikhil et Tadjourah, où 15 jardins sur 20 initialement sélectionnés, dont six gérés par des femmes, ont été réhabilités.

L'accès à l'eau a été significativement amélioré grâce à la construction de sept réservoirs d'une capacité comprise entre 40 et 60 m³ chacun, ainsi qu'à la mise en place de réseaux d'irrigation. Cela a permis d'accroître la disponibilité et l'accessibilité de l'eau pour les communautés renforçant leur capacité à faire face aux contraintes liées à la rareté des ressources hydriques et à la variabilité climatique.

Avec le PNUD, en collaboration avec les Ministères de l'économie et des finances, de la femme et de la famille, de l'agriculture et de l'énergie, l'accès à l'eau de plus de 11 000 personnes a été renforcé grâce à neuf puits et treize réservoirs d'eau; 170 ménages ont eu accès à l'énergie solaire et aux ressources productives, renforçant ainsi la sécurité hydrique, alimentaire et énergétique des populations agropastorales exposées aux chocs.

La Fabrick : ouvrir la voie vers un avenir plus propre

À Obock, ville côtière du nord-est de Djibouti, l'unité de recyclage « La Fabrick » transforme les déchets plastiques en pavés solides, apportant une réponse concrète à la pollution tout en créant des opportunités économiques locales.

Pour Kadidja Ali Mohamed, 27 ans, ce travail a une signification particulière. « Je contribue à réduire les déchets dans ma ville », affirme-t-elle avec fierté. « En même temps, mon travail permet de produire des pavés. »

Obock, d'une grande richesse naturelle, entre mangroves, montagnes et paysages côtiers, est aussi un point de transit important sur la Route de l'Est, empruntée par de nombreux migrants entre la Corne de l'Afrique et la péninsule Arabique. Ces dernières années, la croissance démographique et l'augmentation des déchets ménagers ont mis sous pression les infrastructures locales, l'environnement et les moyens de subsistance.

La pollution plastique a également alimenté certaines tensions entre

communautés hôtes et migrants. Si rien ne démontre que ces derniers soient la principale source de ces déchets, la visibilité des bouteilles qu'ils amènent avec eux le long du chemin a parfois renforcé des perceptions négatives.

Pour répondre à ces défis, le Conseil régional et la Préfecture d'Obock, avec l'appui de l'OIM, soutient des solutions pour réduire la dégradation environnementale, générer des revenus pour les communautés vulnérables et renforcer la cohésion sociale.

Créée en juillet 2022 avec l'appui de l'OIM et des ses partenaires, « La Fabrick » a été remise en septembre 2024 au Conseil régional d'Obock, marquant une étape importante vers l'appropriation locale et la durabilité. En 2025, l'initiative poursuit sa consolidation à travers l'amélioration de la production, le développement de partenariats et la commercialisation des pavés.

Grâce à l'amélioration des procédés techniques et au renforcement des partenariats, la production est passée

d'environ 100 à 800 pavés par semaine. Derrière ce résultat, ce sont surtout les personnes qui portent le changement.

Kadidja travaille à « La Fabrick » depuis près de deux ans. Premier emploi pour cette jeune femme d'Obock, elle participe à toutes les étapes de transformation : tri, nettoyage, fusion du plastique et moulage des pavés. Pour elle, c'est une source de revenus et une manière concrète de contribuer au développement de sa ville.

L'unité bénéficie aussi à d'autres habitants. Aux côtés des cinq employés permanents, 16 hommes et 14 femmes issus de communautés vulnérables de Fantahero collectent jusqu'à 10 kilogrammes de plastique par semaine dans le cadre d'un programme « argent contre travail ».

Grâce aux efforts conjoints des autorités locales, des partenaires et des habitants, « La Fabrick » contribue à promouvoir un modèle plus durable de gestion des déchets. Pavé après pavé, elle ouvre la voie vers un avenir plus propre et plus résilient.





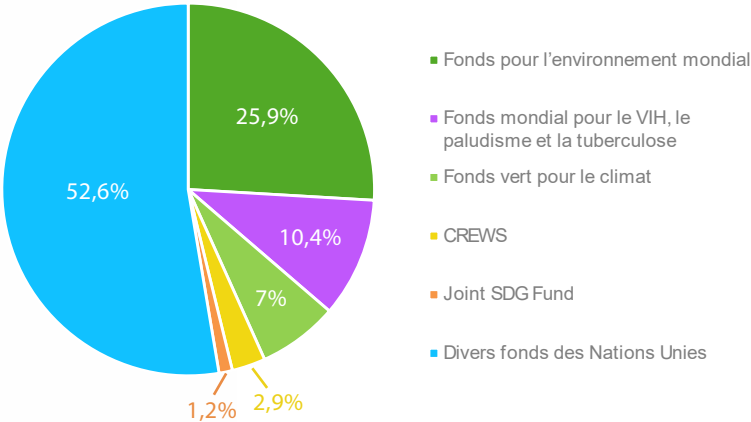
Alors que le besoin en financement s'élevait à près de 114 millions d'USD en 2025, l'ONU à Djibouti a réussi à mobiliser un total de 49 millions USD et a dépensé 40,9 millions USD avec un taux de mise en œuvre de près de 83%.

La réduction des financements annoncée en 2025 plongeant les Nations Unies dans une crise financière a fortement impacté la mobilisation des ressources et a ralenti la mise en œuvre des activités prévues dans le Cadre de coopération.

Ressources financières par priorité stratégique du CCNUDD 2025

Priorité stratégique (PS)*	Montant requis (en USD)	Montant mobilisé (en USD)	Montant dépensé (en USD)
PS 1 : Bonne gouvernance et paix	23 191 491	9 927 934	8 918 963
PS 2 : Renforcement du capital humain	61 232 324	21 180 563	18 801 540
PS 3 : Diversification de l'économie et renforcement de la résilience	29 513 962	17 983 450	13 150 136
	113 937 777	49 091 947	40 870 639

Ressources mobilisées par les différents fonds des Nations Unies



VII. APERÇU FINANCIER

Donateurs des Nations Unies en 2025

DONATEURS EN 2025	MONTANT* (en USD)
Nations Unies*	21 448 424
Etats Unis d'Amérique	7 775 065
Japon	5 743 660
Union européenne	4 698 949
France	3 749 099
GAVI	1 059 690
Chine	939 225
Allemagne	656 223
Danemark	522 179
Djibouti	431 549
Banque européenne d'investissement	383 078
Italie	369 262
Suède	313 508
Canada	242 035
Royaume Uni	211 850
Irlande	209 098
Corée du Sud	204 653
Arabie Saoudite	134 400
	49 091 947

Mobilisation de ressources par les entités des Nations Unies en 2025

ENTITÉS DES NATIONS UNIES	MONTANT* (en USD)
PAM	16 819 582
PNUD	10 096 468
UNICEF	5 525 764
OIM	4 689 407
FAO	2 073 029
UNODC	2 200 000
HCR	1 815 236
PNUE	1 810 064
OMS	1 558 356
FNUAP	1 326 022
OMM	500 000
UN ESCWA	200 000
UNESCO	150 385
UIT	150 000
UNDRR	123 634
HCDH	45 000
UNOCT	9 000
	49 091 947

*Les contributions des bailleurs de fonds peuvent inclure des financements sur plusieurs années.

ACRONYMES

ANEFIP	Agence nationale de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle	MGF	Mutilations génitales féminines
ANPH	Agence nationale des personnes handicapées	ODD	Objectif de développement durable
ANMD	Agence nationale de météorologie de Djibouti	OIM	Organisation internationale pour les migrations
BIT	Bureau international du travail	OMM	Organisation météorologique mondiale
BCR	Bureau du Coordonnateur résident	OMS	Organisation mondiale de la santé
CDN	Contributions déterminées nationales	ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	ONU	Organisation des Nations Unies
CCNUDD	Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable	ONEAD	Office national de l'eau et de l'assainissement de Djibouti
CERD	Centre d'études et de recherche de Djibouti	PAM	Programme alimentaire mondial
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	PIB	Produit intérieur brut
CREWS	Climate Risk and Early Warning Systems	PND	Plan national de développement
EDAM 5	Enquête Djiboutienne auprès des ménages – 5 ^e édition	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
EPU	Examen périodique universel	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	RGPH-3	Troisième recensement général de la population et de l'habitat
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	SONU	Soins obstétricaux et néonataux d'urgence
GAVI	Global Alliance for Vaccines and Immunization (Alliance mondiale pour les vaccins)	UIT	Union internationale des télécommunications
HCDH	Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	UNDRR	Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes
HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
HPV	Human Papillomavirus (Papillomavirus humain)	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Djibouti ICI	Djibouti Inclusion – Connectivité – Institutions (plan national de développement 2020-2024)	CCNUDD	Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
INSTAD	Institut de la statistique de Djibouti	USD	Dollar des États-Unis
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire	VBG	Violences basées sur le genre
IRIS	International Recruitment Integrity System	VNU	Volontaires des Nations Unies
LDCF	Least Developed Countries Fund (Fonds pour les pays les moins avancés)	VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
MICS 7	Multiple Indicator Cluster Survey – 7 ^e édition		

CRÉDITS

Photographie :

©BCR Djibouti; ©FAO Djibouti; ©FNUAP Djibouti;
©PAM Djibouti ; ©PNUD Djibouti; ©OIM Djibouti;
©OMS Djibouti; ©ONUDC Djibouti, ©UNESCO Djibouti;
©UNHCR Djibouti; ©UNICEF Djibouti.

Production :

Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies à Djibouti

©2026 Nations Unies Djibouti



**ZÉRO
VIOLENCE
ZÉRO
EXCUSE**

**PAS DE
HARCÈLEMENT
DERRIÈRE
UN ÉCRAN.**

**BRISONS LE
CYCLE DE LA
VIOLENCE**

**STOP
VIOLENCES
PARTOUT
TOUT LE TEMPS**

**LE
SILENCE
TUE
PARLONS**

**PAS DE
PAIX SANS
SÉCURITÉ
POUR LES
FEMMES**

**INTERNET NE
DOIT PAS
ÊTRE UNE
ARME.**



DJIBOUTI



NATIONS UNIES DJIBOUTI



Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies à Djibouti
8^e étage, Tour Mezz, Route de Venise, Djibouti, République de Djibouti
Téléphone : +253 21 351361



djibouti.un.org



[@UNDjibouti](https://twitter.com/UNDjibouti)



[@NationsUniesDjibouti](https://www.facebook.com/NationsUniesDjibouti)



[@NationsUniesDjibouti](https://www.youtube.com/NationsUniesDjibouti)



[@onudjibouti](https://www.instagram.com/onudjibouti)

Pour télécharger ce rapport :

